

Expressions

Numéro 64 - février 2014 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



Image : Ivania Albar-Provost

WWW.SOLIDAIRES.ORG

**JOURNÉE
INTERNATIONALE
DE LUTTES DES
FEMMES**



Nos dimanches et nos nuits ne sont pas à vendre

*Ni généralisation Ni extension du travail du dimanche et des horaires d'ouverture.
Consommateurs-trices et salarié-es, on ne veut pas perdre notre vie à dépenser et à travailler!*

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

expressions **Solidaires**

Ce 4 pages propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

Un avenir pour nos luttes

Avec le « pacte de responsabilité » François Hollande a donné de nouveaux gages au patronat. 2013 fut marquée par l'appui gouvernemental aux signataires de l'accord pour l'(in)sécurisation de l'emploi, le soutien de l'État aux directions d'entreprises qui jetaient à la rue des travailleurs-ses, et par la contre-réforme des retraites. 2014 démarre avec un nouveau cadeau aux patrons : la promesse de l'exonération de plus de 35 milliards de cotisations sociales correspondant aux prestations de la branche « famille » de la Sécurité sociale.

Les patrons gagnent 35 milliards : qui va payer ? Sans aucun doute, nous, à travers une dégradation de la redistribution sociale, une hausse de nos cotisations ou encore l'accentuation de la casse des services publics.

Les « contreparties » évoquées sont une fumisterie. Les multinationales et le système financier responsables du désastre économique et social continueront à sacrifier des millions de salarié-es des grands groupes comme des PME. Cela fait des dizaines d'années que les actionnaires obtiennent des gouvernements successifs des exonérations de cotisations sociales et un renforcement de la précarité, contre la promesse d'embauches : en réalité, le nombre de chômeurs-ses n'a cessé de croître et les profits confisqués par les patrons et les actionnaires ont explosé !

Il n'y a pas d'équilibre possible entre les intérêts des travailleurs-ses et ceux des exploités-ses. Ce que ces derniers

gagnent, nous le perdons. Mais l'inverse est possible ; à condition de recréer un rapport de forces qui nous soit favorable. Et c'est à partir de là qu'une transformation profonde de la société sera possible.

L'unité syndicale est un élément déterminant. Voilà pourquoi nous nous sommes adressés à nos camarades des autres organisations syndicales par une lettre ouverte en décembre dernier, interrogeant sur notre exclusion de l'intersyndicale nationale, sur le refus d'organiser des mobilisations sociales, sur leur choix de s'en remettre au gouvernement et au patronat pour que ça change !

C'est aussi pour reconstruire l'unité syndicale que nous nous sommes adressés à la CGT fin janvier. Pour quelles raisons ce que nous faisons ensemble contre l'extrême-droite ne serait pas possible sur beaucoup d'autres sujets ? Il y a urgence à unifier les équipes syndicales qui refusent d'accompagner la casse sociale et veulent organiser les luttes.

Trop de collectifs syndicaux se démolissent face aux défaites sociales. Certes, nous avons subi des échecs sur des dossiers importants ; mais il faut sans cesse avoir à l'esprit qu'avancées et reculs sont inhérents à la lutte des classes au sein du système capitaliste. Surtout, nous devons tirer les bilans de nos luttes, identifier nos faiblesses et agir pour les effacer.

Le patronat et les institutions à son service (État, gouvernements, Banque mondiale ou européenne, Fonds Monétaire international, etc.) ne nous

font aucun cadeau et il est illusoire de compter sur leur « bonne volonté ». Nos intérêts sont opposés. Organisons-nous en conséquence, renforçons le syndicalisme qui veut construire les rapports de forces nécessaires et qui assume l'idée d'un affrontement central avec le pouvoir et le patronat ! Ne pas le faire, c'est aussi laisser un boulevard à la propagande fasciste ; prospérant sur la misère et les inégalités sociales, l'extrême-droite veut récupérer la colère sociale pour la canaliser vers des solutions nationalistes, racistes, et profondément inégalitaires et anti-ouvrières même si une partie du Front National le dissimule aujourd'hui. Au contraire : de nos révoltes, construisons l'avenir !

C'est le sens de la campagne nationale interprofessionnelle que notre Comité national a décidé. Durant les mois qui viennent, nous agirons ensemble pour que les salarié-es, sur le lieu de travail et dans les localités, débattent des sujets fondamentaux : imposer un autre partage des richesses que nous produisons, repenser le travail et les fonctions dans la société à travers leur utilité sociale, prendre en compte les aspects écologiques, préparer l'autogestion dont nous nous réclamons, etc.

Ce nécessaire travail syndical vers la transformation sociale que nous voulons, ne peut être séparé d'une activité quotidienne de défense des intérêts immédiats des salarié-es, des chômeur-ses, des jeunes en formation, des retraité-es. Prenons nos affaires en mains !

Pour une offensive solidaire et antifasciste

Les politiques libérales et sécuritaires ont généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion qui n'ont fait qu'accroître la désespérance sociale, les peurs et l'anxiété face à l'avenir.

C'est sur ce terreau que prospère l'extrême-droite, en un très large spectre qui couvre aussi bien le Front national que des groupuscules fascistes et autres réseaux antisémites Dieudonné et Soral.

Alors que l'exaspération face au sentiment de n'être ni écoutés ni entendus, touche une partie toujours plus grande de la population et que plusieurs scandales politico-financiers comme les reniements de Hollande ont continué à décrédibiliser les partis de gouvernement, le Front national a nettement opté pour une « stratégie de gouvernement » et essaye d'avancer masqué derrière une façade supposée plus respectable, plus sociale et plus crédible.

Cependant, nous sommes face à un changement de stratégie plus qu'à un réel renouvellement idéologique, et ce changement stratégique de façade ne masque pas le contenu fondamentalement et avant tout raciste du parti lepéniste.

Le FN reste un parti d'extrême-droite, nationaliste et raciste

Son discours pseudo-social rompt avec les diatribes ultra-libérales de Jean Marie Le Pen pour élargir son électorat traditionnel aux classes populaires. Mais s'il dénonce les excès de la « mondialisation capitaliste », c'est pour mieux défendre le capitalisme des petits patrons « bien de chez nous » dans un cadre national où il n'y aurait plus de classes sociales et d'intérêts divergents. Pour cela, il n'hésite pas à emprunter et pervertir des notions progressistes et les valeurs syndicales (nationalisation, services publics, laïcité, etc.) en les adaptant à une vision nationaliste et raciste. Mais quand les caméras s'éloignent, les vieux réflexes prennent le dessus, et c'est à nouveau la charge contre les syndicats, les assistés-es, et surtout les immigrés-es: même rebaptisée « priorité nationale », pour moins effrayer, la « préférence nationale » reste la base du programme frontiste, avec une logique de ségrégation sociale et raciale. Selon cette logique, l'ennemi des salarié-es ce ne sont plus les patrons, les actionnaires et les

voir, adaptant son discours selon les circonstances ou le public visé, quitte à dire tout et son contraire.

Ce rêve d'accéder au pouvoir est rendu plausible à moyen terme par la porosité grandissante entre la droite et l'extrême-droite, à l'œuvre depuis plusieurs années dans la plupart des pays d'Europe, mais qui s'est accélérée ces deux dernières années en France: les mobilisations réactionnaires et homophobes contre le droit au « mariage pour tous » ont vu manifester côte à côte responsables de la « droite républicaine », du FN et des groupuscules de l'extrême-droite radicale.

Les expulsions massives organisées par le gouvernement actuel qui refuse de rompre avec la politique des années Sarkozy, comme les propos du ministre de l'intérieur sur les Roms et les immigrés-es banalisent le discours du FN et entretiennent un climat malsain propice à la diffusion des thèses d'extrême-droite et la recherche de boucs émissaires.

Notre engagement syndical ne peut être que radical face à l'extrême-droite

Dans cette situation, les organisations syndicales, et notamment l'Union syndicale Solidaires, ont des responsabilités. Nous réaffirmons, sans concession, notre antifascisme, parce qu'il est partie intégrante de notre identité et de notre projet syndical. Pour nous, il est clair que le Front national n'est pas un parti comme un autre: la base de sa politique reste la « préférence nationale », idée nauséabonde de ségrégation raciale et profondément opposée aux valeurs de solidarité et de lutte des classes que nous portons et défendons.

Nous réaffirmons, sans concession, notre antifascisme, parce qu'il est partie intégrante de notre identité et de notre projet syndical: celui-ci repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs supposent la solidarité entre tous les salarié-es, les chômeurs/euses, les retardés-es et le refus de toute forme de racisme, de sexisme, d'homophobie: l'exact opposé de ce que propose l'extrême-droite.

Une stratégie de « dédiabolisation » du Front national

Une stratégie de « dédiabolisation » est portée par une nouvelle génération de quadragénaires qui ne se contentent plus d'une posture protestataire mais qui vise le pou-

Solidaires a édité un quatre pages sur l'imposte que constitue le FN et l'extrême-droite dans son ensemble. Ce tract, envoyé aux Solidaires locaux et aux organisations professionnelles, est à diffuser massivement à nos collègues et dans nos quartiers.

Les droits des femmes dévoyés

Le Front National a été obligé d'intégrer dans son discours le fait que les femmes ont obtenu certains acquis sur lesquels il ne pouvait pas revenir. Il se prétend même être le défenseur des femmes, en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou celui de l'immigration.

Dans les rangs du FN, cohabitent aujourd'hui des « modernistes » avec les tenants d'une vision réactionnaire de la place des femmes, qui auraient avant tout vocation à être mères. On y retrouve les militant-es « pro-life » qui manifestent contre les centres IVG, les partisans du salaire maternel et ceux qui militent contre la déconstruction des stéréotypes à l'école. Si Marine Le Pen a évité trop de proximité avec les anti-mariages pour tous, bon nombre de ses adhérents-es étaient présent-es dans les manifestations qui s'opposaient à l'égalité des droits entre hétérosexuelles et homosexuel-les.

Ce qui fait le lien entre ces « modernistes » et ces « anciens », c'est cette obsession identitaire et xénophobe: c'est avant tout la défense de la culture occidentale, blanche et judéo-chrétienne qui aurait, soi-disant, permis la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes, oubliant que les acquis des femmes sont le fruit de luttes féministes que le FN a combattu !

Le FN, un parti qui n'a pas vraiment changé

Pour Solidaires, le Front national n'est pas un parti comme un autre. Il reste un parti fondamentalement d'extrême-droite, raciste et nationaliste. La base de sa politique reste la préférence nationale et la division entre les salarié-es.

Aujourd'hui, si le FN « brun marine » a officiellement exclu ses éléments les plus visiblement fascistes, il ne le fait uniquement que lorsqu'ils/elles se font publiquement démasquer, pour couper court à toute médiatisation « non contrôlée ». S'il se purgeait totalement, le FN n'aurait plus beaucoup de cadres militants-es ! Les consignes de ne plus tenir publiquement de propos racistes et antisémites, loin d'être respectées par les militant-es FN, ne sont qu'une façade car l'arrière-boutique est toujours aussi nauséabonde !

Marine Le Pen tente de donner une image modérée du FN, mais la réalité est tout autre. Fondé par d'anciens collaborateurs de Vichy et militants de l'OAS, le FN reste au centre de la nébuleuse de l'extrême-droite française et de ses différentes composantes. Il continue à entretenir des liens étroits avec une multitude d'associations,

L'Union syndicale Solidaires mobilise pour combattre l'extrême-droite et ses promesses mensongères

violences
inégalités
L'EXTRÊME
antisémitisme
sexisme
DROITE EST
hystérie sécuritaire
homophobie
UN DANGER
nationalisme
racisme
MORTEL

le FN est son venin...

groupuscules, et personnalités qui ont en commun la haine de la démocratie et une vision raciste de la société.

Il n'a pas fallu longtemps pour que de nombreuses personnes attirées par le chant de sirène de Marine Le Pen en repartent en découvrant la réalité du discours ouvertement raciste des militant-es du FN, loin des micros et des caméras...

Soyons solidaires et antifascistes: une campagne unitaire

Face à la montée de l'extrême-droite et de ses idées, le syndicalisme se doit d'être à l'offensive. Il doit démystifier les discours et projets de celle-ci et montrer en quoi c'est un poison mortel pour les travailleurs/euses. Le lancement en janvier 2014 (avec une première initiative le 29 janvier) d'une campagne unitaire contre l'extrême-

droite, ses idées, ses pratiques, par la CGT, la FSU et Solidaires avec des organisations étudiantes, est une initiative décisive pour le combat antifasciste.

Le FN au service du FN

Dans sa « lettre aux fonctionnaires » de 2013, le secrétaire général du FN, Steeve Briois, appelle explicitement les agents territoriaux à contacter le parti pour, dans

la perspective des élections municipales de mars prochain, « rejoindre (ses) futurs élus pour mener avec eux cette bataille », celle qui consistera à « administrer, mettre en œuvre notre politique, appliquer notre programme, afficher notre ambition pour notre pays ».

En se décrivant « victime » des baronnies et en s'assignant pour but de remettre les administrations « en ordre de marche » avec l'aide d'une hiérarchie recrutée à son image, le FN affiche son projet s'il s'emparait de municipalités: une fonction publique territoriale aux ordres pour le clientélisme, la mainmise idéologique et la préférence nationale.

Solidaires est membre actif de VISA

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) a pour ambition d'être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre les idées, l'implantation et l'audience de l'extrême-droite dans le monde du travail.

VISA, qui regroupe des militant-es Solidaires, CGT, CFDT, FSU, organise des formations syndicales, publie des brochures, des affiches, des analyses... Tous les renseignements sur le site: <http://www.visa-isa.org>.

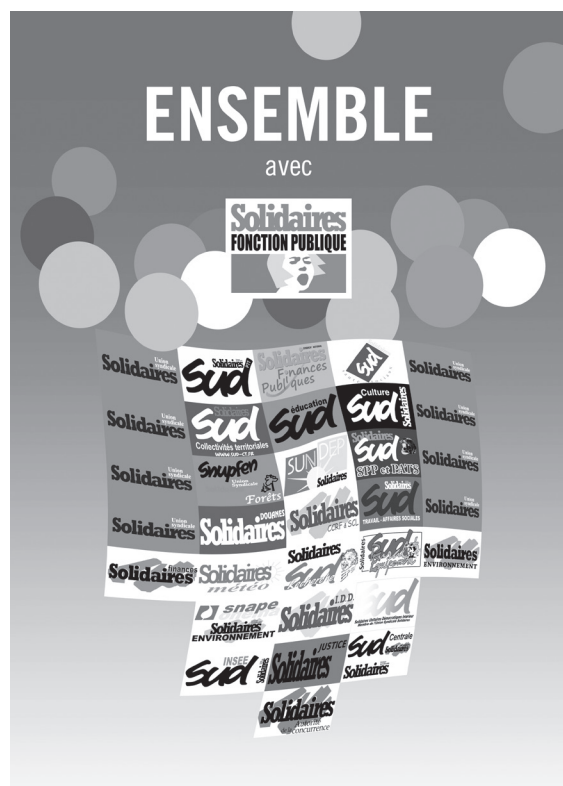
Démasquer les impostures

« La galaxie Dieudonné » est une enquête sur les réseaux, contacts, convergences et parcours des diverses composantes de la « galaxie Dieudonné »: négationnistes, conspirationnistes, « rouges-bruns », vieux routiers de l'extrême-droite, fondamentalistes musulmans, illuminés... se retrouvent et se croisent.

Écrit par A. Déchet, M. Briganti et JP. Gautier, c'est un outil indispensable pour démasquer l'imposture de celui qui entretient à dessein la confusion entre le légitime et nécessaire antisémitisme (le refus de la politique menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens) et l'inadmissible antisémitisme (racisme anti-Juifs).

Sa grande proximité avec JM. Le Pen, le FN et les différents groupuscules d'extrême-droite, le disqualifie vis-à-vis de tous ceux et celles qui luttent contre toutes les formes de racisme et notamment le racisme anti-musulmans.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE



Pour la première fois, les agents de la fonction publique (État, hospitalière et territoriale) seront appelés le même jour, le 4 décembre 2014, à voter pour élire leurs représentant-es dans les différentes instances (Comité technique, Commission administrative paritaire, consultative paritaire, consultative mixte et / ou permanente).

Ce jour là, les agents de la territoriale retourneront aux urnes, ce qu'ils/elles n'avaient pas fait depuis 2008 et à l'État, tous les ministères seront concernés y compris ceux écartés du vote en 2011.

Reste qu'à La Poste, la date des élections au Comité technique national n'est toujours pas fixée,

Représentativité syndicale

Depuis la loi sur le dialogue social de 2010, peuvent se présenter aux élections professionnelles les organisations syndicales de fonctionnaires, qui dans le versant de la fonction publique où est organisée l'élection, sont légalement constituées depuis au moins deux ans et satisfait aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendances

Les organisations affiliées à une union de syndicats, comme l'Union syndicale Solidaires, qui remplissent ces conditions peuvent se présenter.

Pour tous les syndicats de Solidaires, finies les discriminations et les rejets des listes par les diverses autorités comme cela avait pu se passer au ministère de l'Intérieur ou dans certaines collectivités territoriales en 2008.

En décembre 2014, la représentativité d'une organisation sera donc la traduction des votes des agents et non plus... celle d'un « bon vouloir politique ou administratif » !

Les représentant-es des personnels seront élu-es, au « scrutin de liste ou de sigle », selon les effectifs exerçant leurs fonctions au sein du périmètre du service pour lequel le comité technique est institué ou placé.

Qui pourra voter ?

Dans les trois versants, pourront voter pour élire leurs représentant-es en Comité technique :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires en position d'activité ou de congé parental ou accueillis en détachement, ou par voie d'affectation ou de mise à disposition ;
- les agents contractuels de droit public et éventuellement de droit privé, bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental ;
- les personnels à statut ouvrier, en service effectif ou en congé parental ou bénéficiant de toute forme de congé rémunéré ou accueillis par voie de mise à disposition.

Modalités de vote

Si à La Poste et à la Caisse des dépôts et consignations le vote électronique avait déjà été institué, ce n'est qu'à compter des dernières élections de 2011 que la fonction publique a décidé d'expérimenter le vote électronique au sein du versant de l'État via l'Éducation nationale. Même si cette soi-disant « expérimentation » n'a pas été aussi concluante que le ministère le laisse entendre, le vote électronique sera à nouveau le mode d'élection en 2014 à l'Éducation nationale. Pour les autres secteurs des trois versants, le vote papier sera encore le mode d'élection.

Les élections 2014, un enjeu crucial pour l'Union syndicale Solidaires !

Solidaires Fonction Publique comprend 22 organisations (sur les 54 de Solidaires). Sa représentativité s'établit à 8,6% à l'État, 8,9% à l'hospitalière et 2,9% à la territoriale (dernière élections en 2008).

De ce fait, elle dispose de deux sièges au Conseil supérieur de la fonction publique d'État, de deux sièges au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et de deux sièges au Conseil commun de la fonction publique.

De la représentativité de Solidaires Fonction publique, dépend notre légitimité, et donc notre force pour faire accepter notre conception du service public.

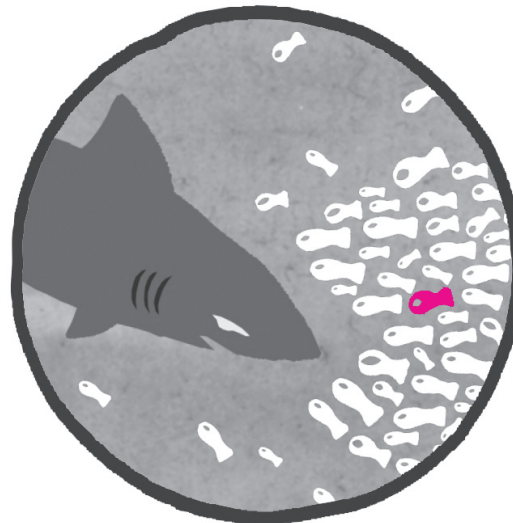
Il est important que tous/toutes les agents concerné-es se mobilisent pour que ce scrutin permette à nos organisations de davantage peser dans le paysage syndical afin de porter haut et fort nos valeurs de justice et de solidarité.

Si les résultats sont en progrès, c'est toute l'Union syndicale Solidaires qui y gagnera !

Pour en savoir plus, consultez régulièrement la rubrique « Fonction publique » du site de Solidaires :

<http://www.solidaires.org/rubrique170.html>

infos solidaires



Campagne « Les Requins »

Malgré la crise, les banques et les multinationales se comportent de plus en plus comme des « super-prédateurs » exploitant partout les peuples et la nature pour mieux satisfaire leurs exigences de profit. Ces requins n'ont désormais plus rien à craindre – sinon leurs propres semblables. Face à eux, les citoyens sont des proies sans défense. Pourtant, il suffirait que nous unissions nos forces et agissions ensemble pour mettre un terme à leur impunité, et remettre en cause leur pouvoir destructeur. Attac lance une campagne offensive contre BNP-Paribas (la banque aux 300 filiales dans les paradis fiscaux), la Société générale (au top pour le financement de projets polluants) et Unilever (qui refuse de lâcher la marque Éléphant aux salarié-es de Fralib repreneurs de leur entreprise). **Pour participer à la campagne, rendez-vous sur le site www.lesrequins.org !**

UNEDIC : mobilisations, pas de cadeau au patronat !

Les négociations de la prochaine convention UNEDIC ont débuté le 17 janvier. Après les dernières largesses octroyées au patronat par les mesures libérales de Hollande et malgré leur inefficacité avérée en termes d'emplois depuis des décennies, le MEDEF va tout faire pour pousser son avantage et revoir à la baisse les droits et allocations. Les associations de chômeurs-euses, des intermittent-es, et les organisations syndicales, doivent rassembler leurs forces pour arracher un renforcement des droits.

Notre-Dame-des-Landes : manifestation le 22 février à Nantes

Les opposant-es au projet d'aéroport sont toujours déterminé-es malgré les déconvenues de l'automne : la

Commission européenne, avec un grand courage, n'a pas souhaité trancher en faveur de l'un ou l'autre des protagonistes... Par contre, elle a approuvé la subvention de 150 millions d'euros octroyée par les autorités françaises à la société des Aéroports du Grand Ouest (détenue à 85% par le groupe Vinci). Et pour finir 2013, le préfet de Loire-Atlantique a signé quatre arrêtés portant notamment sur le déplacement des espèces protégées en vue du démarrage des travaux. Tout n'est pas fini pour autant. En effet, des actions juridiques vont retarder le début des travaux et un appel à manifester à Nantes le 22 février a été lancé par la coalition des opposants, dont l'Union syndicale Solidaires fait partie.

Journées intersyndicales femmes 2014

Elles auront lieu les 20 et 21 mars à la Bourse du travail de Paris. Les thèmes : Politiques familiales, des obstacles à l'égalité ? / Un siècle de travail des femmes (avec Margaret Maruani et Monique Meron) / Égalité professionnelle : un pas en avant, deux pas en arrière ? / Retour sur les questions de genre. **Inscriptions avant le 17 février sur formationsynd@solidaires.org via le/la référent-e formation de votre syndicat/fédération Solidaires local.**

Un livre : Nouveau siècle, nouveau syndicalisme

Diverses contributions de chercheur-es et de syndicalistes traitent les défis posés aujourd'hui au syndicalisme (et aux syndicalistes) : unité, rapport au travail, représentativité, institutionnalisation, rapport au politique, liens avec les mouvements sociaux... Un livre utile et facile à lire. **Nouveau siècle, nouveau syndicalisme, coordonné par Dominique Mezzi, Éditions Syllepse, 8 euros (à commander sur le site www.syllepse.net)**

Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires
Rédaction : 144 bd de la Vilette
75 019 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org

Directrice de publication :
Annick Coupé

N° CPPAP : 1 008 S 05397
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie,
Montreuil-sous-Bois (93)

Graphisme : Atelier Du Bonjour



Entre l'hommage, la fête et le silence... nous préférons la lutte !

3 questions à :

Grèves des femmes 31

collectif

D'où vient cette idée de grève des femmes ?

Lors de la fête des 10 ans de Mix-cité 31, en fin de soirée, quelques militantEs se sont retrouvé-e-s et se sont demandé-e-s quelle action coup de poing pourrait être faite afin de sortir de l'ombre la question des inégalités hommes-femmes et de l'exploitation.

C'est ainsi qu'a germé l'idée d'une grève des femmes, pour le 8 mars. En effet, depuis plusieurs années, le 8 mars était de plus en plus présenté comme une journée de fête « de La femme », journée entre la St-Valentin et la fête des mères. Nous voulions donc repolitiser cette journée en rappelant qu'elle était une journée internationale de lutte des femmes. La grève est un outil de lutte fort, qui permet de montrer que si 50% de la population s'arrête de travailler, sur les lieux de travail, comme à la maison, c'est toute la société qui est bloquée.

Comment le collectif s'est créé et sur quels types d'actions ?

Les liens entre Mix-cité et la commission féminisme de Solidaires 31 étant déjà noués, l'idée a rapidement fait son chemin et c'est ainsi que l'association Mix-cité 31 a lancé un appel unitaire à toutes les organisations (associations, partis, syndicats) avec pour slogan : « 8 mars : quand c'est trop c'est la grève ».

Sur Toulouse, le mouvement féministe est très divers. L'écho a été bon, un grand nombre d'organisations a répondu : Mix-cité et Solidaires mais aussi des associations féministes (l'Ebranleuse, Grisélidis...) et des partis politiques (EELV, NPA...). Depuis, certaines ont quitté le collectif, d'autres l'ont rejoint. Le pari était qu'il garde son autonomie tout en associant d'autres organisations qui ne militent pas forcément tout au long de l'année sur les thématiques féministes. La transversalité des luttes était donc une évidence, car il est impossible de hiérarchiser les différentes formes de dominations que subissent les femmes (au travail, domestique, sexuelles).

Au sein de Solidaires 31, un important travail a été fait au sein des secteurs, sur le terrain. Un travail de conviction a

également été nécessaire et continue de l'être afin que Solidaires soit un outil au service de l'auto-organisation du mouvement des femmes, dont la non-mixité est une arme de lutte.

Au-delà du travail théorique au sein des réunions du collectif, nous avons voulu rendre visibles nos revendications au travers d'actions coups de poing et des réseaux sociaux. Chaque unE a utilisé ses compétences, l'objectif étant de toucher le plus de monde possible :

Création d'un petit film ;

Tracts percutants notamment avec l'accroche « grrève des femmes » ;

Flash-mob ;

Actions hôtesse de l'air, dans le métro, informant de manière drôle, sur les inégalités, actions inspirées des actions barcelonaises contre la crise ;

Appel à la grève des tâches domestiques.

En 2012, l'appel à la manif était non-mixte, précédé par un pique-nique mixte afin que les hommes puissent manifester leur soutien. Des préavis de grèves ont été déposés dans des lieux symboliques tels que crèches, CLAE... L'année dernière, l'appel était mixte.

En cette 3^e année de grèves, quelles sont les perspectives ?

Dès 2012, la perspective était que cette grève toulousaine devienne un jour nationale... l'idée est lancée puisqu'aujourd'hui Solidaires tente de relayer cette action au niveau national et local.

Pour cette année 2014, nous avons prévu une action médiatique le jour de la St-Valentin, qui permettra d'annoncer nos initiatives autour du 8 mars : appel à la grève des tâches domestiques, le 6, puis manif le 8, suivie d'une soirée festive.

Au-delà de ces initiatives, nous voulons nous fédérer autour d'un collectif féministe.

Malheureusement, à Toulouse, comme ailleurs sans doute, l'état du mouvement féministe est faible, à l'image de l'ensemble du mouvement social. De plus, la division du mouvement nécessite un long travail pour parvenir à un consensus et ne nous permet pas d'aller plus vite.

**La lutte continue,
restons unies
et ne lâchons rien !**

Pour en savoir plus sur cette journée de mobilisation, notamment en terme de matériels unitaires ou spécifiques à notre Union syndicale, consultez régulièrement la rubrique « Femmes » du site de Solidaires : <http://www.solidaires.org/rubrique174.html>